

Montreuil, le 27/11/2018

Contre la vie chère, pour la justice fiscale et sociale !

Exiger de véritables mesures contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires et des retraites, pour une fiscalité juste capable de financer et développer les services publics, contre toute forme de discrimination, de sexisme et de racisme : tels sont des axes forts portés par la CGT et pour lesquelles des millions de travailleurs se sont battus à travers l'histoire, pour lesquels ils continueront à se mobiliser en recherchant toujours l'unité d'action la plus large possible.

Depuis plusieurs jours, une partie de la population fait entendre son ras le bol à travers des actions dans nombre de territoires. Des centres des finances ont, entre autres, été la cible de dégradations. La CGT Finances Publiques alerte la population sur le fait qu'il ne faudrait pas se tromper de cible. Les agents des Finances ne sont en rien responsables des politiques d'austérité, elles incombent au gouvernement qui n'a de cesse de développer des mesures antisociales.

Des cadeaux répétés aux plus riches et aux grandes entreprises

- ▶ Les entreprises bénéficient de niches fiscales dont le coût a été estimé à 90 milliards d'euros en 2017 dont le scandale absolu du CICE qui a coûté 100 milliards sur 5 ans, sans création d'emplois attendue. L'évasion fiscale est évaluée à 50 milliards d'euros par an, la fraude (globale) estimée à 80 milliards.
- ▶ La réforme de l'impôt sur les Sociétés a généré de 2017 à 2018 une perte d'environ 8 milliards pour le budget de l'Etat.
- ▶ Le remplacement de l'ISF par un impôt sur l'immobilier (IFI) a fait disparaître 4 milliards d'euros, au bénéfice des plus riches.
- ▶ La transformation de l'imposition des revenus du capital (qui était en partie progressive) par une taxe unique proportionnelle (Flat Tax) bénéficie aux épargnants les plus riches pour un impact évalué à 4 milliards d'euros.

La liste n'est pas exhaustive, mais une chose est sûre : cette politique n'a apporté aucune efficacité économique et sociale. Elle n'a profité qu'au patronat, aux actionnaires et aux classes sociales les plus riches, au détriment des salaires, de l'emploi et des services publics. Aujourd'hui, les 1% les plus riches détiennent un quart de la richesse de la France.

L'austérité pour la plus grande partie de la population

- ▶ La « loi travail » accentue la précarisation des salariés. Maintenant le gouvernement veut s'attaquer à l'assurance chômage en voulant imposer la dégressivité du montant des allocations et limiter le droit à indemnisation.
- ▶ Le SMIC n'a bénéficié que d'une hausse « mécanique » de 1,24 %, déconnectée de l'inflation, induisant une perte de pouvoir d'achat. Même effet avec le gel depuis 2000 de la valeur du point d'indice des fonctionnaires (base de calcul de leurs salaires).
- ▶ La trop faible revalorisation des retraites, APL et allocations familiales, en deçà de l'inflation, pèsera sur les populations concernées. Quant à la réforme prévue pour les retraites, l'objectif d'un système par points est de faire chuter leurs montants.
- ▶ La correction du dispositif CSG pour 300 000 retraités est largement insuffisant. La désindexation de toutes les retraites entraînera une perte de pouvoir d'achat estimée à 3 milliards d'€.
- ▶ Les cotisations sociales sont la partie de notre salaire qui sert à financer la Sécurité sociale. Les supprimer, c'est moins de protection en cas de maladie ou de chômage. Le remplacement par la CSG est une duperie, car rien n'oblige à ce qu'elle soit affectée à la protection sociale, contrairement aux cotisations.

Elections professionnelles
DGFIP
pour mes droits

**JE VOTE
CGT** du 29 novembre
au 6 décembre
2018

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgifp.finances.gouv.fr ☎ : 01.55.82.80.80 - 📠 : 01.48.70.71.63
Suivez-nous sur facebook ou twitter : 📧 : @cgt_finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)





- ▶ L'ensemble de la fiscalité indirecte (dont la TVA), qui ne prend pas en compte les différences de revenus, ampute de plus en plus le pouvoir d'achat. L'augmentation de la TICPE sur les produits énergétiques, prévue pour augmenter jusqu'en 2030 à travers sa composante taxe carbone, pèse avant tout sur les ménages sans résoudre efficacement les causes profondes du dérèglement climatique.
- ▶ Les services publics sont laminés, faute de financement à travers une fiscalité et des choix budgétaires au bénéfice des plus riches et des grandes entreprises. Cela accentue les inégalités territoriales et les difficultés pour les plus modestes à bien se soigner, se former, se déplacer, etc.

POUR LA CGT FINANCES PUBLIQUES, IL EST POSSIBLE DE CHANGER LA DONNE

- Augmentation du SMIC à 1800 euros avec répercussion sur l'ensemble des grilles de salaires pour les travailleurs du secteur privé, augmentation de la valeur du point d'indice pour la Fonction Publique, revalorisation conséquente des pensions, des indemnités chômage et des minima sociaux. La retraite par points, c'est NON !
- Développement des services publics, notamment de proximité (santé, éducation, transports, action sociale, services fiscaux et comptables, etc). La couverture de l'ensemble des territoires doit être un objectif prioritaire. Ils doivent être accessibles à l'ensemble de la population et aider à la résorption des inégalités.
- Financer les politiques publiques par une fiscalité socialement juste et efficace :
 - ▶ En augmentant la progressivité de l'impôt sur le revenu pour que chacun puisse contribuer selon ses moyens. Par ailleurs, le prélèvement à la source est une mauvaise réforme, injuste et compliquée.
 - ▶ En rétablissant l'Impôt sur la Fortune. Il faut réhabiliter une taxe d'habitation socialement juste en tenant compte des revenus (permet de financer les territoires).
 - ▶ En modulant l'Impôt sur les Sociétés en fonction du comportement social et environnemental des entreprises et en rétablissant un système par tranches.
 - ▶ En supprimant les niches fiscales socialement et écologiquement inutiles, la plus scandaleuse étant le CICE.
 - ▶ En limitant au maximum les impôts indirects (par exemple en baissant très fortement la TVA pour les produits et services de première nécessité, dont l'alimentaire, le gaz et l'électricité, les transports en commun, etc).
 - ▶ Il faut sortir de l'impasse de la TICPE en taxant, non pas les consommateurs, mais les compagnies pétrolières et les grandes entreprises de transport routier ou aérien, les autoroutes. Il faut taxer comme il se doit les transactions financières en affectant une partie des recettes à l'environnement, développer un réseau SNCF dense et économiquement abordable pour tous, développer une véritable politique publique favorisant les énergies non polluantes.
 - ▶ Il faut abroger la CSG et réhabiliter le principe de cotisation pour financer la protection sociale (sécu, maladie, indemnités chômage, etc), en augmentant la part dite patronale des cotisations sociales (augmentation du salaire « super brut »).

Ces revendications, loin d'être exhaustives et n'étant pas une fin en soi, sont des points d'appuis forts pour construire une société plus juste et plus solidaire.

Élections professionnelles DGFIP
pour mes droits
du 29 novembre
au 6 décembre
2018 je vote **cgt**

EXPRIMEZ-VOUS !

www.financespubliques.cgt.fr

